

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

17 JAN. 2011

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 - Lyon Cedex 03

Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 64 55
Fax : 04 72 61 64 26
✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

ARRETE

**imposant des prescriptions spéciales
à la société FERINOX pour les activités qu'elle exerçait
2, rue Jacquard à VAULX-EN-VELIN**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-12 et R 512-52 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU les récépissés de déclaration des 5 avril 1972, 14 novembre 1973 et 17 mai 1995 ainsi que les prescriptions jointes régissant le fonctionnement des activités exercées par la société FERINOX dans son établissement situé 2, rue Jacquard à VAULX-EN-VELIN ;
- VU la déclaration de l'exploitant en date du 1^{er} août 1986 portant sur la détention de composants imprégnés de P.C.B ;
- VU ensemble la déclaration de cessation définitive d'activité de la société FERINOX, complétée en dernier lieu le 22 juin 2009 et le récépissé qui lui a été délivré, le 6 juillet 2009 ;
- VU le rapport en date du 15 novembre 2010 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

.../...

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 16 décembre 2010 ;

CONSIDERANT que suite à la cessation définitive de ses activités exercées sur le site de VAULX-EN-VELIN 2, rue Jacquard, la société FERINOX a réalisé un diagnostic des sols, transmis le 9 juin 2009, complété en dernier lieu le 21 octobre 2010 ;

CONSIDERANT que la société FERINOX exploitait également un transformateur qui a été volé sur le site, objet de la déclaration du 1^{er} août 1986 susvisée ;

CONSIDERANT que les sondages réalisés dans le cadre du diagnostic des sols ont mis en évidence une teneur importante en métaux, situation ayant pu impacter la qualité des eaux souterraines ;

CONSIDERANT que dans le cadre des travaux d'extension du tramway, les terres excavées auraient été enfouies dans une faille, au niveau de l'actuelle station Gare de VILLEURBANNE, sur la ligne T3 ;

CONSIDERANT également que le site est recouvert partiellement d'un monticule de grave sableuse ainsi que d'une dalle de béton, dont l'extension n'a toutefois pas été précisée ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que compte tenu de l'absence d'affectation du site, il n'a pas été réalisé d'évaluation quantitative des risques sanitaires ;

CONSIDERANT que compte tenu de l'absence de risque sanitaire au regard de l'usage actuel du site et sous réserve que la dalle béton précitée soit bien étanche, il y a lieu d'une part, de clôturer le dossier de cessation définitive d'activité et d'autre part, de pérenniser la situation du site ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient d'imposer à la société FERINOX les prescriptions suivantes :

- l'institution de servitudes, en vue de conserver la dalle de béton étanche, un droit d'accès aux piézomètres et la mémoire de l'état du site ;
- la précision de l'extension de la dalle béton et la réalisation de carottages afin de s'assurer qu'elle ne couvre pas de poche de pollution ;
- la réalisation :
 - ♦ d'une évaluation quantitative des risques sanitaires pour toute modification future de l'usage des terrains ;
 - ♦ d'une surveillance annuelle des eaux souterraines à fréquence annuelle, en période de hautes eaux ;
- la justification de l'élimination dans les règles de l'art des terres excavées lors de l'extension du tramway ;
- l'excavation des terres contaminées en PCB au droit du transformateur et la justification de leur élimination dans une installation dûment autorisée ;

➤ la transmission d'une copie de la plainte du vol du transformateur ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-52 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRETE

ARTICLE 1er

La société FERINOX, dont le siège social est fixé zone industrielle portuaire 69471 SAINT-ROMAIN-EN-GAL, est tenue de se conformer au présent arrêté suite à la cessation définitive des activités qu'elle a exercées dans l'établissement situé 2 rue Jacquard à Vaulx-en-Velin.

ARTICLE 2

Un dossier comprenant les éléments nécessaires à l'institution de servitudes sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec l'usage des terrains.

Le maintien de la dalle béton étanche et un droit d'accès aux piézomètres seront inscrits dans le dossier de servitudes.

Les dispositions prendront la forme d'une SUP telle que prévue aux articles L.515-8 et suivants du Code de l'Environnement. Une toute autre forme de servitude permettant de répondre à l'objectif fixé pourra être proposée à l'inspection des installations classées qui donnera son accord.

ARTICLE 3

L'extension de la dalle béton sera précisée.

Des carottages seront effectués afin de s'assurer qu'elle ne recouvre pas de poche de pollution.

ARTICLE 4

Une évaluation quantitative des risques sanitaires sera réalisée, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, afin de justifier la compatibilité sanitaire des sols avec d'éventuels usages futurs industriels ou résidentiels.

ARTICLE 5

L'élimination dans les règles de l'art des terres excavées lors de l'extension du tramway sera justifiée.

Tous les justificatifs nécessaires, dûment complétés, seront transmis dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6

6.1 - Réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines

Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines sera constitué au minimum de deux forages, implantés en aval hydraulique du site, et d'au moins un en amont.

6.2 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

6.3 - Nature et fréquence d'analyses

Les paramètres ci-dessous seront analysés annuellement, en période de hautes eaux, conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur :

Paramètres
Métaux

Le niveau piézométrique sera relevé annuellement sur chacun des piézomètres.

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique doit être transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement au plus tard deux mois après leur réalisation, avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitement éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

ARTICLE 7

7.1 - Les terres contaminées en PCB au droit du transformateur seront excavées et éliminées dans une installation dûment autorisée. Les justifications ad hoc seront fournies.

7.2 - Des analyses de fond de fouille seront effectuées suite à cette excavation.

ARTICLE 8

Une copie de la plainte du vol du transformateur sera adressée sous un mois à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de VAULX-EN-VELIN et à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement, et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

ARTICLE 10

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et d'un an pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 11

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de VAULX-EN-VELIN, chargé de l'affichage prescrit à l'article 9 précité,
- ♦ au délégué territorial départemental du Rhône de l'Agence régionale de santé,
- ♦ à l'exploitant.

17 JAN. 2011

Lyon, le

Le Préfet,


**Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale
Joëlane CHEVALIER**

